



REVUE DE PRESSE

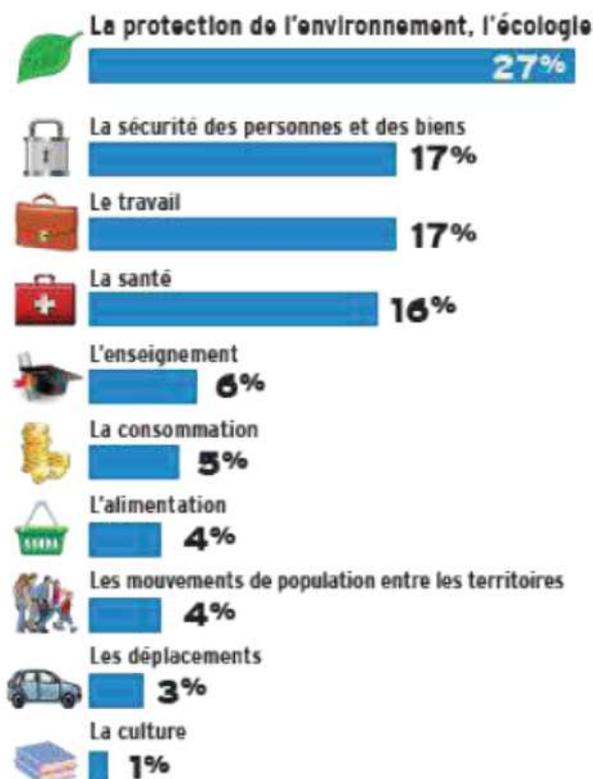
Mercredi 28 novembre 2018



L'écologie, préoccupation majeure des Français

Les principaux enjeux pour les Français dans les 50 à 70 prochaines années

(le premier choix des personnes interrogées)



Le pronostic sur les changements à venir dans 50 à 70 ans

■ D'accord ■ Pas d'accord avec ces affirmations



Source : étude réalisée par l'Ifop pour Le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon de 1.006 personnes, âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas et interrogées en ligne du 13 au 14 novembre 2018.

INFOGRAPHIE CL

L'évolution

Tanguy, c'est fini!

Les Tanguy, ces jeunes adultes tardant à quitter le domicile familial, sont passés de mode. Selon le baromètre sur la jeunesse de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative publié hier, la minorité des jeunes de 18-30 ans qui vivent toujours chez leurs parents y restent notamment pour des raisons économiques. Si près de six jeunes sur dix vivent dans un logement « autonome », 28 % n'a jamais quitté le giron familial et 13 % ont été contraints de revenir vivre chez leurs parents alors qu'ils étaient partis. « La cohabitation avec les



Affiche du film *Tanguy* sorti en 2001 où Eric Berger, alias Tanguy, 28 ans, n'a toujours pas quitté le foyer familial.

AlloCiné

parents est souvent vécue comme une contrainte, à la fois par le jeune et par les parents», note l'étude.

Parmi ceux qui ne sont jamais partis, les deux tiers (66 %) y ont pourtant songé mais ont dû y renon-

cer faute d'emploi (32 %) ou de ressources financières suffisantes (40 %). Seuls 7 % des jeunes qui vivent chez leurs parents et qui ont déjà envisagé de partir déclarent que rien ne les en empêche.

Les 13 % de jeunes qui ont habité dans un logement autonome par le passé avant de retourner dans le domicile parental sont revenus vivre chez leurs parents le plus souvent à la fin d'une année scolaire ou d'études (32 %), après une séparation amoureuse (24 %) ou en raison de difficultés financières (22 %) ou après avoir perdu son emploi (14 %).

Au premier rang des raisons qui poussent à quitter la maison des parents: vivre avec son partenaire (28 %), pour les études (27 %), pour avoir son indépendance (25 %) ou pour un emploi (15 %).

■ La région Nouvelle-Aquitaine a adopté une motion pour la légalisation du cannabis thérapeutique
 ■ La Creuse, notamment, veut en profiter pour sauver son économie ■ La question fait débat.

Cannabis thérapeutique: la Région candidate

Myriam HASSOUN
 m.hassoun@charentelibre.fr

Pour la légalisation du cannabis thérapeutique. C'est la motion qu'a adoptée le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine lors de la dernière séance plénière du 22 octobre. Un vote symbolique. Mais loin d'être fumeux. La motion a été pré-

»
On veut lancer l'expérimentation, on est persuadé que cela peut être créateur d'emplois.

sentée sous l'impulsion d'Eric Correia (PS), président du Grand Guéret dans la Creuse, qui a eu une idée verte: positionner son département pour expérimenter la culture et la transformation du cannabis à visée thérapeutique. C'est-à-dire sur prescription médicale, notamment comme anti-douleur sous forme de vaporisation par exemple.

Expérimentation en Creuse

«J'ai vu des patients m'assurer qu'ils allaient mieux grâce au cannabis pris à la place de leur traitement dérivé de l'opium et j'ai deux amis atteints de sclérose en plaque qui prennent du cannabis pour se soulager», défend l'élu régional creusois, infirmier anesthésiste dans la vie. Pour étayer son propos, il s'appuie sur des études scientifiques «qui mettent en évidence l'efficacité thérapeutique du cannabis dans la gestion de la douleur chronique». Actuellement, malgré l'interdiction en France, certains patients «se soignent dans l'illégalité ou sont obligés d'acheter des médicaments à base de chanvre à l'étranger», note la motion. Lorsqu'en mai 2017, GM & S, l'équipementier automobile installé à La Souterraine est mis en liquidation judiciaire, les



élus creusois sont reçus par Emmanuel Macron. «Il nous a dit de ne pas hésiter à lui faire des propositions pour l'économie du territoire», raconte Eric Correia. Je me suis dit «bingo»: en Creuse, on demande à pouvoir lancer l'expérimentation de la culture et de la transformation du cannabis à visée thérapeutique pour voir comment monter une filière, on est persuadé que cela peut être créateur d'emplois.» 500 environ, estime-t-il. Aujourd'hui, 20 pays de l'Union européenne autorisent cet usage du cannabis. Dernier en date: le Royaume-Uni, depuis le 1er novembre. «C'est à la loi de fixer le taux de THC autorisé [substance active du cannabis], mais on sait que lorsqu'il est cultivé en serre, il n'en contient en moyenne que 4 % à 5 %, contre 25 % pour celui vendu illégalement dans la rue.» Françoise Coutant, vice-présidente de la région et élue charentaise a voté pour. «Le chanvre thérapeutique a

fait ses preuves dans d'autres pays. À EELV nous avons participé à l'élaboration de la motion. L'idée n'est évidemment pas de faire n'importe quoi mais bien de soutenir une expérimentation intéressante.» La motion n'a pas fait l'unanimité, loin de là. Les élus du groupe LR, notamment, ont refusé de participer au vote. «Cette motion nous paraît prématurée», affirme Xavier Bonnefont, maire d'Angoulême et élu régional (LR) qui pour autant n'a aucune opposition sur le fond. Mais Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, a demandé un état des connaissances. On préfère attendre de voir ce qu'il en est.» Même son de cloche chez Daniel Sauvaitre, favorable à la motion, «s'il y a des vertus, oui pourquoi pas», mais plus circonspect sur l'impact économique «même si je reste bien sûr solidaire de tout ce qui peut venir aider l'agriculture.» Le maire de Reignac, élu régional, a vu par contre le

fort impact économique de la légalisation totale du cannabis au Canada où il se rend souvent, «mais je reste très partagé sur cette question.» En France, seule la légalisation du cannabis thérapeutique est à l'étude. Les membres du comité scientifique spécialisé temporaire mis en place par l'Agence nationale de sécurité du médicament à la demande d'Agnès Buzyn ont commencé leurs auditions mi-novembre. Ils devraient rendre leurs conclusions fin décembre. Prochaine étape pour Eric Correia: un colloque le 5 décembre à l'Assemblée nationale. «On souhaite que les choses changent en 2019 et qu'on puisse lancer l'expérimentation.» En Creuse d'abord, et pourquoi pas en Charente dans la foulée. À la réunion publique organisée le 22 mai dernier, Eric Correia le promet: il y avait des agriculteurs charentais. Prêts, comme leurs voisins creusois, à démarrer la culture du chanvre.

Ce qu'en pensent les médecins

Michel Bacquart, président du Conseil de l'ordre, n'est pas franchement pour. «L'alibi médical n'est pas un bon alibi et, dans ma spécialité [la gastro-entérologie, Ndlr], les études sur les effets du cannabis sur les douleurs digestives ne sont pas probantes.» Pour assouvir son scepticisme, le médecin rappelle le précédent du Subutex: l'usage de ce traitement de substitution légal à l'héroïne a été détourné pour alimenter le trafic. Nelly Grimaud, médecin spécialiste de la douleur au centre clinique, le signale pourtant: «Aujourd'hui, les patients parlent beaucoup du cannabis. J'ai des patients absolument pas toxicomanes mais qui ont essayé en décrivant un mieux-être. Moi, jamais je ne leur donnerais aucun aval car ce n'est pas légal mais j'entends ce qu'ils me disent: ils se mettent hors la loi pour pouvoir se soulager.» Selon cette spécialiste, il est avéré que les cannabinoïdes sont d'excellents analgésiques notamment dans les douleurs neuropathiques, très réfractaires aux traitements à base de morphine. Dans le cas de sclérose en plaques ou de fibromyalgie par exemple. «Au vu du bénéfice relaté dans les pays qui ont déjà légitimé sur le sujet, mon point de vue, c'est qu'on n'a pas le droit de priver les patients de quoique ce soit qui puissent les soulager» affirme de son côté Serge Gabriele, chirurgien au centre clinique et président du Centre de coordination en cancérologie de la Charente: «le plan cancer préconise la prise en charge du patient même dans les pires moments: si le cannabis, bien sûr encadré, doit aider, on se prive d'un moyen qui a fait ses preuves.» Même son de cloche chez Patrick Fontanaud, médecin généraliste à La Couronne qui regrette une forme de pensée «arétrograde» en France sur ce sujet: «une partie de la société n'est pas prête à accepter cela, mais dans les faits, si la consommation est encadrée, il n'y aura pas plus de risques qu'avec du Tramadol avec lequel on shoote les gens.» Pour le docteur Nelly Grimaud cependant, dont la consultation douleur voit passer environ 400 patients par an, si le cannabis thérapeutique était légalisé il s'agirait de le prévoir en toute dernière intention: «je tiens le même discours avec la morphine. On essaie au maximum de proposer des moyens non médicamenteux de prise en charge de la douleur.» Devant le comité réuni par l'ANSM, le conseil national de l'ordre des pharmaciens a quant à lui fait connaître son opposition à ce que le cannabis obtienne le statut de plante médicinale. La question reste ouverte.

Témoignage

«Des tisanes au cannabis pour me soulager»

Elle n'a jamais touché un joint de sa vie. «Jamais! Si mes enfants savaient ce que je fais, ils tomberaient sur leur derrière...» Depuis quelques mois pourtant, cette Charentaise de 66 ans, qui est loin d'avoir le profil d'une délinquante, se fournit en cannabis, en toute illégalité. Elle prend de l'herbe sous forme de tisane, pour soulager des douleurs terribles liées à une polyarthrite qui lui déforme les articulations depuis dix ans. «La douleur me réveillait la nuit, m'ankylosait. Le matin, je mettais vingt minutes pour pouvoir faire un pas.» Elle a essayé, sur prescription de son médecin, des traitements dérivés de l'opium. «La Lamaline, ça n'est jamais passé. Liée aux anti-inflammatoires, je me retrouvais la tête

dans la cuvette des toilettes, avec l'estomac retourné... Et puis, ça me shootait, ça me rendait vaseuse.» Le cannabis, elle y avait pensé «sauf que ce n'est pas mon truc. Seulement, quand vous souffrez autant que j'ai souffert, à un moment donné, si on vous demande de marcher sur la tête, vous le faites.» Quand une connaissance lui en parle cet été, la sexagénaire se lance. «J'ai confiance dans la personne qui me fournit, je sais d'où ça vient, ce n'est pas un dealer dans la rue.» «Disons simplement que c'est un bon jardinier», ajoute son compagnon, l'une des seules personnes qu'elle tient dans la confiance. Depuis, elle le promet, sa vie a changé. «Je prends environ une tisane tous les 15 jours, voire toutes les 3 semaines

suivant qu'il y a de l'humidité dans l'air ou pas, avant d'aller dormir, ça fait son effet dans la nuit, mon corps réagit tout doucement. Je n'ai aucun effet secondaire... Je ne puis enfin remarquer, refaire des balades, je ne suis plus une vieille femme douloureuse. Je reprends possession de mon corps.» Le coût: environ 20€ tous les trois mois. «Je n'ai besoin de d'une toute petite quantité.» Pourtant, elle est obligée d'en stocker chez elle, de prendre des risques en se mettant hors la loi. «Mon message aujourd'hui c'est qu'il faut arrêter l'hypocrisie. Même mon vétérinaire m'a dit que ce serait bien pour les chiens! On n'a prescrit des traitements dérivés de l'opium, et l'opium n'est pas légal pour autant. Le

cannabis, voilà une plante qui n'est pas chère et qui soulage, en tout cas pour moi, ça a marché. Si c'est légal, tout le monde s'en trouvera mieux, les patients comme la Sécu.» Cette grand-mère n'a pas parlé de son secret à son petit-fils: «Je ne veux pas qu'il me dise: "toi mamie tu en prends alors pourquoi pas moi?"» Elle souhaite uniquement la légalisation du cannabis pour usage thérapeutique et sur ordonnance: «Ne me parlez pas du cannabis en tant que drogue, ça s'attaque à nos jeunes, à nos enfants, je n'en veux pas... Moi je n'en prends que pour me soulager et surtout pas pour m'évader. Mais aujourd'hui, tout ce que je demande, c'est de pouvoir me fournir dans la légalité sur ordonnance.»

Le nouveau président de la FFB donne son cap

Jacques Authier, le patron de MCCC à Fléac veut mettre l'accent sur la formation, et cultiver le dialogue avec les pouvoirs publics.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

Jacques Authier, 58 ans, patron de MCCC, entreprise de menuiserie, charpente et ferronnerie basée à Fléac, qui emploie 28 salariés, a été élu la semaine dernière président de la fédération française du bâtiment (FFB) en Charente pour un mandat de trois ans. Il succède à François Léonard, qui occupait ce poste depuis 4 ans. Membre du bureau de la FFB depuis de nombreuses années, en charge de l'apprentissage, Jacques Authier a joué un rôle prépondérant dans le projet du nouveau CFA, centre de formation des apprentis, de Chasseneuil, qui a ouvert ses portes à la rentrée 2017. En partenariat avec la Capeb, il s'est battu pour que les organisations professionnelles pilotent ce centre et a obtenu gain de cause.

Ce sera l'un des axes forts de la politique qu'il souhaite mener à la FFB 16. «L'activité repart un peu, et beaucoup de professionnels se retrouvent démunis face au manque de main-d'œuvre qualifiée, martèle-t-il. Or, il y a 35 000 demandeurs d'emploi, il faut détecter et regrouper les personnes qui pourraient être intéressées par nos métiers et les former». La Fédération nationale a d'ailleurs signé récemment une charte s'engageant à recruter 15 000 bâtisseurs dans toute la France d'ici fin 2019. «Nous allons travailler avec la préfecture, la direccte, les associations d'insertion... Pour participer activement à ce recrutement, et le CFA de Chasseneuil sera un lieu parfait pour accueillir ces nou-



Jacques Authier, le patron de MCCC, est le nouveau président départemental de la Fédération française du bâtiment.

Photo A.C.

veaux apprentis, même s'ils ont plus de 30 ans».

Le nouveau président assure également vouloir marcher dans les traces de son prédécesseur qui a «renoué le dialogue avec les pouvoirs publics. Nous sommes aujourd'hui consultés pour toutes les démarches de grands travaux, je veux cultiver cela, tout en restant proche de nos adhérents».

Solidaire des gilets jaunes

L'augmentation des taxes sur les carburants? «C'est évidemment une charge supplémentaire qui va peser sur les professionnels du bâ-

timent». Si la FFB nationale n'a pas souhaité s'associer au mouvement des gilets jaunes, en local, le président assure que la FFB est «solidaire de l'opération. Nos utilitaires, fourgons, consomment du 12 à 14 L au 100, la détaxation du gasoil non routier, qu'on met dans les engins de chantier va représenter des hausses très importantes de charges pour certains...» Aucune mesure n'est pour l'instant envisagée en locale. «Mais nos représentants nationaux travaillent auprès des ministères pour tenter d'infléchir leurs positions.»

La FFB 16 compte aujourd'hui 180 entreprises adhérentes et près de 2 500 salariés.

Chasseneuil tient le bitume

La mobilisation des gilets jaunes reste bien réelle. Le discours d'Emmanuel Macron n'y a rien changé. Exemple à Chasseneuil où les manifestants se relaient depuis dix jours.

Frédéric BERG
fberg@charentelibre.fr

Un accueil brut de décoffrage, mélange de colère incontrôlée et de ressentiment cuit à petit feu avant de laisser la place au dialogue. Aux arguments. À Chasseneuil les gilets jaunes tiennent le rond-point de Chantebuse sur la RN141 depuis dix jours. L'arrivée de deux journalistes hier après-midi est perçue par certains manifestants comme une véritable agression: «Vous racontez n'importe quoi, vous ne donnez pas les vrais chiffres, les vraies informations...» (Lire page 7).

Des insultes aux bravos

«On est justement là pour vous entendre.» Très vite le thermomètre de la colère redescend pour laisser la place à une parole plus apaisée. Ceux d'une colère véritable, partagée autant par les piliers de la contestation que par des retraitées qui s'excusent «des excès de certains».

Nicolas, 46 ans, salarié «en absence» de son emploi depuis dix jours parce «le combat que je mène est plus important que d'aller travailler» se pose au milieu du carrefour. Calmé. «C'est moi qui ai lancé le mouvement sur Chasseneuil via Facebook. Tout ce qu'on lit sur les médias ne traduit pas la réalité. Ici, sur le rond-point de Chasseneuil, 500 à 600 per-

sonnes se relaient. Samedi j'ai compté au plus fort de la mobilisation 430 personnes. Il y a des jeunes, de 16 à 25 ans et aussi des plus de 45 ans. Ceux qui ont entre 25 et 45 ans se sentent peut-être moins concernés», souligne ce père de famille qui note que «mis à part quelques automobilistes énervés, surtout au début, il n'y a eu aucun incident.»

Ils étaient une quarantaine hier après-midi à «filtrer» camions et voitures. La file des bahuts s'étirait sur environ trois kilomètres en venant d'Angoulême. Quand les véhicules sont «libérés», plus de la moitié gratifient les gilets jaunes d'un coup de klaxon, d'un sourire. «Au début on a reçu des insultes, maintenant c'est des bravos. On sent beaucoup de soutien. Tous les jours des gens nous amènent du café, à manger, des cigarettes», assure Nicolas qui résume son engagement: «Le point noir c'est le pouvoir d'achat, beaucoup de gens n'ont plus rien une fois les dépenses obligatoires passées. Les gens qui sont ici, ils ont une marge de manœuvre d'environ 200 euros par mois, pas plus. Avec ça tu ne vas pas loin. Et encore ici on est en milieu rural, il y a de l'entraide, des potagers...»

«Rendre le pouvoir au peuple»

Tout le monde n'est pas d'accord sur l'issue du mouvement. «Ma-



Hier après-midi, ils étaient une quarantaine sur le rond-point de Chantebuse à Chasseneuil.

Photo Renaud Joubert

son on ne l'a même pas écouté. Pour moi c'est clair, les conditions avant toutes négociations c'est le départ de Macron, du Gouvernement et des deux assemblées. On aspire à tout changer, à rendre le pouvoir au peuple, à l'autodétermination, à créer des assemblées constituantes dans chaque commune. On veut plus que notre argent parte à Bercy et ne redescende jamais», développe Nico-

las. L'écart est grand avec d'autres gilets jaunes qui attendent «des gestes concrets», «une considération», que le Gouvernement «entende la colère, le désarroi, la douleur de tous ceux qui ne sont rien, les laborieux.» Certains assument une forme de pragmatisme: «Il y a ceux qui veulent la révolution sans trop savoir ce qu'il faut revendiquer et ceux qui ont le

souci légitime du lendemain, de leurs proches, de leur famille et qui ont des demandes précises sur les petites retraites, la CSG...» Marie-Christine, retraitée de 62 ans, touche 1000 euros par mois: «Le matraquage fiscal nous atteint de plein fouet. On ne peut plus vivre décemment. On a le droit à rien. Finalement on demande à pouvoir vivre de nos retraites et de nos salaires.»

Un Noël sous le signe de l'Audition !

PROFITEZ!

-20%*

SUR NOS ACCESSOIRES TV

Ma Journée du 31/12/2018

«Macron se fout de nous»

Ils campent sur le rond-point depuis dix jours. Nuit et jour. Entre fidèles du rond-point de Girac, ils se nomment même les «Giraquiens». Hier en fin de matinée, ils avaient dans un premier temps monté le son pour écouter l'allocution du président de la République, Emmanuel Macron. Avant de préférer écouter de la musique après une demi-heure: «Il se fout de notre gueule». Parmi eux, Yoan Lotellier (Photo Renaud Joubert), qui refuse le terme de «responsable» du mouvement, mais veut bien porter la parole de ses amis: «Ceux qui sont là depuis le début et qui s'inscrivent dans un combat pacifique mais déterminé». Il ne prend aucun gant pour parler d'Emmanuel Macron. «On n'attend rien de lui. Il a préféré nous ignorer pendant dix jours jusqu'à refuser de prononcer les termes gilets jaunes. C'est incroyable quand on voit le



mouvement qui s'est levé en France. On a prouvé que la colère était bien là. Le seul message qu'il faisait tenir à ses ministres c'était de focaliser sur les débordements et les violences», avance Yoan Lotellier qui ne compte pas flancher: «Si le Gouvernement n'entend pas nos besoins vitaux et urgents, on est là au moins jusqu'à Noël. Il est important de garder le terrain et de structurer un minimum le mouvement pour éviter le piège que tend l'État.»



Photo Majid Bouzzit

”

*Le Conseil de l'Ordre
condamne la lettre
ouverte du 22 novembre 2018
qui n'engage pas le barreau*

Jean-Michel Grossias,
bâtonnier

Fin du psychodrame qui agite le barreau de la Charente depuis jeudi et la charge contre le procureur. Le conseil de l'ordre a dénoncé le procédé (et son contenu), «*contraire aux principes essentiels de la profession d'avocat*». La motion appelle au respect mutuel entre acteurs de l'institution judiciaire.

Vis ma vie

Il suffit d'un ou deux excités



Hier, sur le rond-point de Chasseneuil, l'accueil n'a pas été bon enfant.

Photo CL

Ras le gilet. Des doigts d'honneur, comme ci-dessus hier à Chasseneuil, et un ton qui monte méchamment. Des «*J't'encule*» au lieu de 'Bonjour', des menaces, des insultes. Des messages rageurs sur les réseaux sociaux, quelques appels à «*casser la gueule des journalistes de CL*». Et puis deux pneus dégonflés sur un véhicule siglé samedi soir à Girac et un journaliste piégé au même rond-point et secoué dans sa voiture, le même jour. Depuis la semaine dernière, le quotidien des journalistes de CL qui couvrent le mouvement des gilets jaunes est fait de tensions. Soyons clairs d'entrée de jeu: avec l'immense majorité des manifestants, le rapport est correct, identique à celui vécu sur quasi tous les mouvements sociaux. Quelques coups de becs par moments, des rires parfois, mais des rapports humains... normaux, entre Charentais normaux. Les uns revendiquent, les autres relaient, racontent, analysent. Fatigue? Radicalisation? Nouveaux manifestants? Toujours est-il que depuis jeudi dernier, un bascule-

ment s'est opéré. Passons les quelques mécontents avec qui il est toujours possible de discuter une fois évacués les malentendus ou désaccords. Mais ne passons plus sous silence la poignée d'irréductibles pour qui la violence et la menace sont la seule arme de revendication massive. Ne passons plus sous silence les quelques excités avinés qui font honte jusqu'aux Gilets jaunes de la première heure. Jamais, sur un mouvement social, les journalistes charentais n'avaient vécu ce type de prise à partie. Dans les années 90/2000, ça pouvait être sportif avec le Modéf, mais ça durait une journée. Point. A leur décharge, à l'époque, aucun responsable politique ne mettait continuellement de l'huile sur le feu en déversant du «*Merdia*», du «*Journalope*» ou du «*médiacratie*». Aller au contact des Charentais, de tous les Charentais, avec ou sans gilet, relayer leur vie, leurs bonheurs et leurs angoisses, reste notre mission première. On l'assumera. Alors autant se dire «*Bonjour*».

Ismaël KARROUM

- Parce que CL roule pour ses lecteurs, voici le Top 5 des rues les plus problématiques de Cognac
- La Ville les connaît aussi, a des projets pour certaines d'entre elles à court terme ■ État des lieux.

Voirie: la route est encore longue

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Les quais et la rue de Bellefonds ont fait leur mue. Le boulevard Denfert-Rochereau poursuit la sienne avec la rue Basse-Saint-Martin. Depuis deux ans, la Ville a passé la surmultipliée en matière de voirie et d'aménagement de l'espace public.

Pour autant, il reste encore beaucoup à faire comme le constatent au quotidien les Cognaçais, ce que confirme sans peine Jean-François Valégeas, l'adjoint chargé du domaine public à la mairie. «Il y a du boulot oui. Ce ne sont pas les envies de faire qui manquent, des projets on en a, du temps et surtout de l'argent moins, en revanche.». D'où cette obligation de devoir «faire des choix, et les prioriser, sachant que certains sont liés à des contraintes qui sortent du champ de compétences de la municipalité», rappelle-t-il. CL a dressé une liste de cinq voies problématiques à divers titres. État des lieux.

Rue de L'Échassier

Fissures des revêtements, bas-côtés défoncés, trous... cette rue qui s'étire de Cognac à Châteaubernard est un vrai calvaire pour les automobilistes et les deux-roues. Problème, les travaux ne sont pas pour demain. «Il y a un gros renforcement à effectuer sur le réseau d'eau potable. Cette compétence relève de l'agglo. Quand elle décidera d'intervenir,

»

Faire des choix et les prioriser, sachant que certains sont liés à des contraintes qui sortent du champ de compétences de la municipalité.

nir, on pourra alors prendre la suite. De plus, elle s'étend sur les deux communes, ce qui va nécessiter des concertations.»

Avenue Victor-Hugo

Artère principale d'accès au centre-ville en provenance de la RN141, prolongement de la rue d'Angoulême à Châteaubernard, elle est la voie la plus empruntée en ville. Celle dont le dossier est aussi le plus avancé, mais le plus complexe à traiter. «Cognac, Châteaubernard et le Département sont impliqués sur ce projet, ce qui complique forcément la tâche. Comme pour d'autres rues, il y a les problématiques hydrauliques à régler en amont, et il faut penser aux déplacements doux, aux enfouissements des réseaux, à la sécurité, à quels tournements mettre en place lors de travaux. Les réflexions sont lancées, un premier pas.»



La refonte de l'avenue Firino-Martell est dans les cartons, projet prioritaire pour la Ville, avec l'avenue Victor-Hugo.

Photos G. B.

Le deuxième est pour juin. Une rencontre avec un cabinet est aussi actée afin de définir une première ébauche du projet.

Avenue Firino-Martell

Ennemie des amortisseurs, cette voie va, elle aussi, faire l'objet d'une réfection en profondeur. «C'est un gros projet, complexe et cher, mais prioritaire également pour la Ville. L'étude est en cours.» Complexe «parce qu'on se heurte à cet endroit à de grosses problématiques pluviales avec l'obligation d'installer des canalisations souterraines pouvant aller jusqu'à 1 mètre de diamètre.» Cher «au regard de la largeur de cette rue qui compte aussi du stationnement, et des acquisitions foncières auxquelles il va falloir procéder pour qu'elle réponde aux attentes.» 2020 pourrait être son année.

Rue Basse-de-Crouin

C'est une vieille rue, parallèle à la rue Haute-de-Crouin, qui, si son état n'est pas des plus mauvais, concentre elle aussi de multiples problèmes. Chaussée bombée par endroits, visibilité difficile à cer-

tains carrefours, et vitesse excessive parfois. «Nous n'avons pas de projets la concernant, mis à part en matière de vitesse. Il y en a un qui est mené par le conseil de quartier aussi dans ce domaine avec une réflexion intéressante à porter avec la proximité du groupe scolaire Victor-Hugo sur la rue Haute.»

Rue du Pinier

C'est une petite rue perpendiculaire à la rue d'Angelier à chaussée

unique, sur les hauts de Saint-Jacques. Son problème? Sa largeur. Très étroite, elle ne dispose pas de décrochés suffisants de surcroît. Difficile pour les face-à-face. «Les réseaux télécom se retrouvent aussi au milieu de la route. Heureusement, elle est peu empruntée, donc pas stratégique. On a profité des nouvelles constructions d'habitations pour faire des élargissements. On va continuer de procéder ainsi avant de l'aménager totalement.



La rue de L'Échassier est l'une des plus détériorées. Mais pas de réfection en vue.

86 km de voirie à entretenir

Premier poste au rayon dépenses d'investissement depuis 2014, la voirie, qui comprend aussi l'aménagement de l'espace public, «le restera en 2019, même si l'enveloppe sera revue à la baisse», indique le maire Michel Gourinchas. À la baisse, au regard de celle du budget investissement, mais avec toujours la même proportion, soit 20 % de celui-ci. Il sera ainsi de l'ordre de 1,5 M€ en 2019,

dont 800 000 à 900 000 € sont régulièrement affectés chaque année à l'entretien préventif des 86 km de voirie que compte la ville, dont 300 000 € pour le récurrent et 120 000 € pour la réfection des trottoirs. Ce budget sera néanmoins réévalué à la hausse dans les années à venir, grâce au plan «Cœur de villes» dont Cognac va bénéficier.

«La tête dans les étoiles» pour sortir l'autisme du silence

Un collectif de parents d'enfants autistes lance une association à Cognac. Pour se faire entendre et faire avancer leur combat.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

A plusieurs on est toujours plus forts pour faire avancer les choses. Et en matière d'autisme, elles ont besoin de bouger sur le secteur, beaucoup», souligne Nacer Toualbia. Fédérer pour agir et faire que les collectifs, notamment, ne restent pas sourdes aux attentes des parents d'enfants touchés par ce trouble sévère du développement.

C'est l'objectif de «La tête dans les étoiles», la toute nouvelle association cognacaise créée par ce père d'un enfant autiste et un groupe de familles de l'agglomération. Parrainée par «Agir pour l'autisme», une structure nationale, elle invite toutes les autres familles impactées de près ou de loin par ce handicap, sur le territoire et même au-delà, à s'unir et se réunir. «Pour sortir de leur isolement déjà, c'est essentiel, appuie Nacer Toualbia. Pour qu'on puisse aussi effectuer un recensement des personnes que cela touche, pour ensuite échanger entre nous, partager nos expériences, et faire que ça change enfin, sur tous les plans.» A commencer par l'information concernant cette pathologie.

«Elle n'est pas virale, ça ne s'attrape pas et ne doit en rien faire peur», rappelle «malheureusement» Anaïs Favreau du groupe fondateur de l'association. Les bénévoles voudraient aussi que les choses changent en matière d'intégration scolaire, afin que ces enfants autistes puissent «développer leur autonomie au contact des autres, l'égalité des chances elle est pour tous. Cela concerne l'école comme les associations sportives. C'est mieux que de les



Les parents se sont réunis afin d'échanger et de s'entraider. Ils sont parrainés par la structure nationale «Agir pour l'autisme».

Photo G. B.

«Ça ne s'attrape pas et ne doit, en rien, faire peur.»

laisser dans des structures adaptées», défend Nacer Toualbia, lequel rappelle d'ailleurs «qu'aucune de ces dernières n'existe sur le Cognacais.»

En proximité, seules les villes de Saintes et d'Angoulême comptent en effet des unités maternelles en mesure d'accueillir ces enfants, mais en nombre restreint. «Ainsi, beaucoup de familles se trouvent

dans l'incapacité de pouvoir les scolariser, quand pour nous qui avons au moins cette chance, cela implique de devoir imposer à nos enfants un minimum de 60 km par jour», indique-t-il.

Autant de souhaits, de contraintes, de problèmes, de combats quotidiens que l'association entend mettre sur la table pour faire sortir l'autisme d'un silence lourd à porter seul pour ces familles, toutes confrontées à cette question terrible: «S'ils ne peuvent se prendre en charge, que deviendront nos enfants lorsque nous ne serons plus là?»

Contact par e-mail (latetedanslesetoilesautisme@gmail.com). Facebook (page autisme17dles) ou téléphone (06 46 17 26 52).

Tourisme

Grand Cognac va passer les fêtes à la capitale

Les fusions ont parfois du bon. Celle qui a abouti à la création de la grande région Nouvelle-Aquitaine en 2016, va permettre à l'office de tourisme de Grand Cognac d'être exposé comme jamais à Paris. À partir de mardi prochain et jusqu'au 24 décembre, Destination Cognac et des partenaires privés (1) occuperont un espace à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine, dans le 1^{er} arrondissement,



Le château de Bouteville, dont l'agglomération voudrait faire un pôle d'attraction touristique, sera mis en avant à Paris. Photo archives CL.

entre le Louvre et l'opéra Garnier. Ce grand immeuble sert d'ambassade à la région et est géré par une association mixte public privé, au sein de laquelle se trouve le conseil régional.

«Nous avons été sollicités», rapporte le président de l'agglomération Jérôme Sourisseau, ravi. C'est la meilleure période de l'année à Paris, noir de monde en décembre, et nous allons en profiter pour inviter tous les Charentais reconnus à Paris pour qu'ils nous accompagnent.» L'animatrice radio Jade (RTL) est annoncée pour le lancement de la séquence, mardi.

Stéphane Bern est espéré pour la conférence sur le château de Bouteville, présenté jeudi en même temps que les fouilles d'Angeac. Côté programme,

les dix premiers jours seront consacrés au territoire et au cognac, tandis que les dix suivants auront une coloration plus économique (2).

Si l'occasion est belle, elle n'est pas gratuite puisqu'au passage, Grand Cognac a adhéré à l'association de la Maison de la Nouvelle-Aquitaine (5.000€) et que les animations seront financées par l'agglomération. «Les dépenses de com' ont été contenues [en 2018] et il nous reste une enveloppe qui était destinée aux événements exceptionnels», explique Jérôme Sourisseau.

(1) Les groupements d'entreprises Inno'vin, Atlanpack et l'Institut national du design packaging (INDP).

(2) Programme complet sur la page Facebook «Cognac Snap - Instants d'un territoire».

JEUNE PUBLIC

Spectacle contes au vent d'hiver cet après-midi à Châteaubernard. Cet après-midi à 15 heures, la médiathèque de Châteaubernard invite les enfants, dès 6 ans, à venir écouter «Un ours bien seul, un arbre qui pique et une moufle...», trois histoires hivernales, portées par le talent musical et vocal des conteuses et harpiste, Justine Devin et Magali Zsigmond de la Cie DedansDeho. Spectacle gratuit sur inscription au 05 45 32 76 76.

GYM VOLONTAIRE

Assemblée générale du club de Cognac demain jeudi. Le club de gymnastique volontaire de Cognac tiendra son assemblée générale demain jeudi 29 novembre à 18h30, au couvent des Récollets.

AS VERRIERS

Assemblée générale de l'association sportive vendredi à Châteaubernard. Jean-Louis Girard présidera l'assemblée générale de l'AS Verriers qui se déroulera ce vendredi 30 novembre à 18 heures, à la salle Jean-Jardif. À l'ordre du jour: rapports moral, financier et d'activités 2018, projets d'activités 2019, voyage club 2019, semaine fédérale Cognac 2019, renouvellement des licences, questions diverses.

CIRCULATION

Les rues à éviter à Cognac. Dans le cadre de travaux, des restrictions de circulation et de stationnement sont mises en place rue Basse-de-Crouin, rue Gabriel-Jaurin et rue des Gabariers jusqu'à vendredi; bd Denfert-Rochereau, place François-1^{er}, rue d'Angoulême et place Jean-Monnet jusqu'au 7 décembre.

Circulation: un sale goût de bouchon

Deux accidents de la route ont englué le trafic automobile, hier à la sortie de Cognac, aux heures d'embauche et de débauche.

Patience et pensée positive étaient de mise, hier, pour des centaines d'automobilistes de l'agglomération cognacaise. Particulièrement ceux qui travaillent en ville. À partir de 7h45, soit l'heure de pointe, un accident entre un camion-citerne rempli de vinasse et une Peugeot 5008 a bloqué la rocade entre le rond-point de La Trèche à l'échangeur suivant, dans les deux sens. Le poids lourd des distilleries Jubert, de Châteauneuf, roulait vers le nord pour rejoindre le site de traitement Revico, à Saint-Laurent-de-Cognac. Quand il a vu débiter en face de lui, une Peugeot 5008 avec au volant un homme de 31 ans en train de dépasser. La Peugeot a raclé le flanc du tracteur du poids lourd avant de s'immobiliser. Le chauffeur routier est indemne, le conducteur de l'automobile, légèrement blessé. La circulation est redevenue fluide à 11 heures seulement.

Feu désactivé

À la débauche aussi, il fallait patienter à Châteaubernard puisque vers 15h30, un violent choc s'est produit au carrefour de la route



Deux femmes âgées de 62 et 67 ans ont dû être désincarcérées de leur véhicule après un accident, hier soir route de Segonzac.

Photo M. B.

de Segonzac (D149) et de la rue de la Doué (D42). Une Volkswagen Fox, qui quittait l'agglomération cognacaise vers Segonzac, a été percutée sur sa droite par un utilitaire qui venait de la D24. Dans la VW, qui a été projetée sur le flanc, deux femmes de 62 et 67 ans ont été désincarcérées et évacuées vers l'hôpital avec des blessures jugées légères. Tout comme le conducteur de l'utili-

taire, un homme d'une quarantaine d'années qui pu s'extraire seul de son véhicule.

«En principe, le carrefour est rythmé par un dispositif de feux tricolores, mais ces derniers ont été désactivés en raison du trafic occasionné par le blocage puis l'occupation de La Trèche», indique Philippe Ourtau, adjoint au maire. Une occupation qui était pourtant levée depuis le matin.

COGNAC
PAINTURAUD FRÈRES
Fondéurs en 1874

DURANT TOUTE LA DURÉE DE L'ÉVÉNEMENT, PROFITEZ D'UNE REMISE DE

15%

PUR L'ANNÉE DE NOTRE COGNAC

MARCHÉ GOURMAND & PORTES OUVERTES

LES 1^{ER} ET 2 DÉCEMBRE 2018

SAMEDI : 14H / 19H
DIMANCHE : 10H / 13H - 14H30 / 18H

3 RUE PIERRE GOURRY
16130 SEGONZAC
05.45.83.40.24
COGNAC@PAINTURAUD.FR

WWW.COGNACPAINTURAUD.FR

Saint-Brice: stationnement du bus scolaire et voirie au menu des élus

Lors du conseil municipal réuni lundi, Jean-Claude Tessendier, maire, a présenté les modifications de stationnement du bus scolaire, devenu plus long face à l'accroissement du nombre d'élèves transportés. Désormais, il manœuvrera pour se garer en marche arrière le long de la haie de la cantine scolaire. Le stationnement et l'arrêt des véhicules y est donc interdit, ainsi que le long du trottoir en face. Un panneau est installé devant la haie, et une bande jaune matérialise l'interdiction devant le trottoir. «Cela sécurise aussi la montée et la descente des enfants, qui n'ont plus à traverser la rue

pour aller du bus à l'école», souligne le maire. Et des places de stationnement sont libérées devant la mairie et en face de l'église.

Afin de faire respecter la nouvelle réglementation, la gendarmerie procédera à des contrôles, notamment aux horaires de dépose des enfants.

Voirie. En vue de passer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec Grand Cognac, les travaux qui n'ont pas pu être réalisés en 2018 sont passés en revue, pour les programmer en 2019. Il s'agit en particulier de la route de l'abbaye de Châtre, du chemin des Cavernes, très dégradé, d'une por-

tion de la route Catherine-de-Médicis, et de la rue de l'Église, pour laquelle est proposé un projet de rénovation comprenant l'ensemble de l'accès à la mairie, à l'église et au monument aux morts.

Salle des fêtes. Suite à la question d'une conseillère concernant l'avancement du projet de la salle des fêtes, le maire indique qu'on «aborde la phase finale du choix de l'architecte». «C'est un dossier compliqué, géré avec l'agglo», explique Yves Tricoire, adjoint, qui fait intervenir un cabinet d'architecte conseil. A la demande de Philippe Birolleau, des éclaircissements sont apportés sur le protocole amenant

au choix final de l'architecte qui dirigera les travaux. Ceux-ci devront être «phasés», afin de prendre en compte les subventions qui seront obtenues. «Il ne sera sans doute pas possible de tout réaliser en une seule opération».

Tombes cinéraires. Le conseil se penche à nouveau sur cette demande. Yves Tricoire, qui a visité des réalisations d'autres communes, propose que des marbriers soumettent des devis pour construire quelques tombes dans un carré dédié, qui seraient ensuite vendues comme des concessions classiques, à un tarif à déterminer. Décision remise à plus tard.

Marché de Noël
2018

CHÂTEAUBERNARD
Plateau des Pierrières

Samedi 1^{er} décembre de 14h à 19h
Dimanche 2 décembre de 10h à 18h

Avec le soutien de **Charente Libre**



Deux porte-parole des «gilets jaunes», Éric Douet et Priscilla Ludosky, ont été reçus hier soir par le ministre de la Transition écologique François de Rugy. Photo AFP

Reçu par François de Rugy, un «gilet jaune» appelle à manifester samedi

Eric Douet, l'un des deux porte-parole des «gilets jaunes» reçus hier soir par le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy, a appelé à une nouvelle manifestation samedi prochain à Paris, sur les Champs-Élysées. «Les Français n'ont pas du tout été convaincus» par les annonces de président Emmanuel Macron, a-t-il déclaré à l'issue de la réunion, réclamant en outre une nouvelle rencontre avec «le porte-parole du gouvernement ou le Premier ministre». «Le sentiment qu'on a c'est qu'il n'y a pas de réelle envie d'améliorer le quotidien des gens», ont expliqué les deux représentants des «gilets jaunes». Eric Douet et Priscilla Ludosky qui font partie d'une délégation de huit «porte-parole» créée lundi pour engager une «prise de contact sérieuse et nécessaire» avec les autorités et porter

une série de revendications. Interrogé à son tour après la réunion, François de Rugy a déclaré avoir dit à ses deux interlocuteurs que le gouvernement était «prêt à organiser des débats dans tous les départements où les citoyens qui sont impliqués dans les gilets jaunes pourront venir s'exprimer». Hier, au onzième jour du mouvement, environ 12.200 «gilets jaunes» ont été recensés pour près de 500 actions, selon une source policière qui a fait état d'«actions symboliques sur des centres des impôts» et de «220 stations-service en difficulté» d'approvisionnement. A La Réunion, un des épicentres de la contestation, 960 manifestants étaient recensés dans l'après-midi. Les manifestants appellent à un blocage total de l'île aujourd'hui à l'occasion de la venue de la ministre des Outre-mer, Annick Girardin.

Macron met du vert dans le jaune

«**F**in du monde» ou «fin du mois», «nous allons traiter les deux, et nous devons traiter les deux», a assuré hier Emmanuel Macron lors d'un discours très attendu à l'Élysée pour la présentation de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Une taxe sur les carburants fluctuante

Après dix jours de grogne des «gilets jaunes» contre la perte de pouvoir d'achat et la hausse des taxes sur les carburants, le président de la République a annoncé que leur fiscalité serait adaptée aux fluctuations des prix (lire en encadré) afin d'en limiter l'impact pour les Français qui utilisent beaucoup leur voiture. «En cas de nouveau pic des prix, le gouvernement pourra décider de suspendre ou réduire la hausse de fiscalité intervenue en début d'année, pour ne pas aggraver inutilement la hausse déjà forte du prix à la pompe. En application de ce mécanisme, la hausse de la fiscalité aurait

été suspendue entre juillet et octobre 2018, réduisant le prix à la pompe», a expliqué Matignon.

«Une grande concertation»

Le chef de l'État a annoncé une «grande concertation de terrain sur la transition écologique et sociale», rassemblant associations, élus et «représentants des gilets jaunes», pour, «dans les trois mois qui viennent», élaborer des «solutions», des «méthodes d'accompagnement». Édouard Philippe est chargé de mener des consultations cette semaine pour définir l'organisation de cette concertation.

«Ceux qui disent que ce sont, au fond, toujours les mêmes qui font les efforts», «ont raison», a-t-il ajouté, fustigeant «40 ans de petites décisions» et les discours incitant «depuis des années» les Français à s'installer en périphérie des villes ou à rouler au diesel. Mais si «nous devons entendre les protestations d'alarme sociale», ce sera «sans renoncer à nos responsabilités» car

■ Le chef de l'État a tenté de répondre aux inquiétudes soulevées par les «gilets jaunes»

■ Tout en maintenant le cap fixé par l'exécutif pour sortir de l'énergie fossile.

«Il y a aussi une alarme environnementale», a toutefois réaffirmé le chef de l'État.

Réduire le nucléaire

Sur l'épineuse question du nucléaire, Emmanuel Macron a choisi la voie du compromis en annonçant

de quatre à six nouvelles fermetures de réacteurs d'ici 2030, en plus des deux de Fessenheim, moins que ce qu'espéraient les écologistes (lire en page suivante), et un essor des énergies renouvelables. Il tranche entre les vœux du ministre de la Transition écologique François de Rugy - et de son prédécesseur Nicolas Hulot -, qui voulaient six arrêts supplémentaires d'ici 2028, et Bercy, qui voulait repousser les fermetures à l'après 2029, tout comme EDF. Emmanuel Macron a confirmé que la part du nucléaire serait ramenée à 50% de la production d'électricité à l'horizon 2035, contre un objectif initial à 2025 dans la loi de transition énergétique.

Développer les énergies renouvelables

Pour pallier la baisse de la part des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) et du nucléaire dans la production d'énergie en France, Emmanuel Macron a insisté sur la nécessité de développer les énergies renouvelables, avec, «à l'horizon

2030», un triplement de l'éolien terrestre et une multiplication par cinq du photovoltaïque. Le soutien à l'essor de ces énergies va passer de 5 milliards d'euros actuellement «à 7 à 8 milliards d'euros par an».

Un Haut conseil pour le climat

Emmanuel Macron a installé le Haut conseil pour le climat, composé d'experts qui produiront chaque année un «éclairage indépendant» sur la politique de la France en matière de lutte contre le changement climatique. En compagnie d'une partie du gouvernement, le chef de l'État a réuni pour la première fois les membres de cette instance de 13 scientifiques, économistes et autres experts, présidée par la climatologue franco-canadienne Corinne Le Quérou. Le rapport annuel du Haut conseil évaluera notamment «le respect de la trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre» et la mise en œuvre des mesures pour réduire ces émissions, selon l'Élysée.

Le retour de la taxe flottante?

Emmanuel Macron a annoncé mardi vouloir instaurer un mécanisme pour adapter la hausse des taxes sur les carburants aux fluctuations des prix du pétrole. Cette annonce rappelle la décision du gouvernement de Lionel Jospin qui avait rendu flottante entre 2000 et 2002 la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) - remplacée par la TICPE en 2007 -, pour réduire l'augmentation des prix à la pompe pour le consommateur. Deux taxes s'appliquent aux carburants: la TIPP devenue TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), dont le montant est fixe, et la TVA, calculée en pourcentage du prix de vente. Quand le prix du brut augmente, le prix de vente suit, et mathématiquement le montant de la TVA augmente, amplifiant de fait la

hausse du prix à la pompe. Pour un taux de TVA de 20%, quand le prix de vente est de 1 euro du litre, l'État perçoit 20 centimes de TVA. Quand il est à 1,50 euro du litre, la TVA s'élève à 30 centimes par litre. Le principe de la «TIPP flottante» était d'amortir l'augmentation de la TVA, due à une hausse des cours du pétrole, en réduisant le montant de la TIPP pour éviter une «double hausse» pour le consommateur. Le mécanisme tendait donc à garantir une stabilité des recettes fiscales liées aux carburants, contrairement au mécanisme proposé par Emmanuel Macron qui instaurerait une augmentation de l'efficacité de la TIPP flottante du gouvernement Jospin avait été mise en doute et son coût pour le budget de l'État avait conduit à son annulation.

«Macron garde le cap, nous aussi»

«**M**acron garde le cap, nous aussi», clamaient hier une cinquantaine de «gilets jaunes», installés dans leur nouveau «quartier général», sur un rond-point à Trégueux dans les Côtes-d'Armor. Le président ne les a pas convaincus et ils entendent bien «continuer le combat». «Ce que dit Macron, c'est de la poudre de Perlimpinpin! Il parle depuis son palais, mais ici on a des mères de famille qui viennent nous dire qu'elles mangent une fois tous les deux jours, des retraités qui ne peuvent pas se chauffer et il parle de changer de voitures et de fenêtres!», s'insurge Bruno Herry, 44 ans, employé de pompes funèbres, distribuant du café sous la pluie. À quelques mètres de là, entre les sapins plantés au milieu du rond-point bombé, les «gilets jaunes» s'organisent: ravitaillement, palettes, plan-

ches de bois et bâches. Certains érigent les fondations d'une cabane. «On construit en dur, pour rester durablement, jusqu'à ce que Macron cède», explique Amaury, 46 ans.

Les discours du président, c'est du vent.

Comme ce demandeur d'emploi, plusieurs «gilets jaunes» ont «préférés ne pas écouter» le discours du président. «Je ne veux plus l'entendre. Il n'a qu'à venir ici, sur le terrain, au lieu de se cacher derrière une caméra», tranche Amaury. Pour Yoann Allard, ouvrier agricole de 30 ans, «les discours du président, c'est du vent». Contournant l'énorme

brasero, près duquel quelques-uns se réchauffent, il explique: «Il nous faut du concret, pas de l'enfumage». Réunis sous les bâches tendues par le vent, ils s'accordent sur un point: Macron «raporte, gagne du temps». «Il dit qu'il prendra des décisions dans trois mois. Mais nous c'est maintenant qu'on veut des solutions», dénonce Bernard, 62 ans et retraité. Et «trois mois c'est exactement le temps qu'il faut pour faire passer toutes les taxes et les lois, dont on ne veut pas, au Parlement», rappelle Benoît Julou, l'un des «référénts» de ce groupe. Opérations «parking gratuit», blocages de poids lourds, manifestations devant les «lieux de pouvoir» politiques et économiques, blocages de sièges d'entreprise sont les opérations à venir: «On veut bloquer l'économie, pas les citoyens», explique Benoît Julou.

Les écolos déçus pour le climat

Les annonces du gouvernement sont loin d'être suffisantes pour que la France respecte ses engagements en matière de lutte contre le réchauffement, selon les écologistes.

«On attendait des mesures structurantes et historiques pour lutter contre le changement climatique, la réponse n'est pas à la hauteur de l'urgence», a déclaré hier le directeur général de Greenpeace France Jean-François Julliard. «Les scientifiques sont de plus en plus alarmistes, et soulignent qu'il ne reste qu'une dizaine d'années pour agir, mais la réponse politique ne suit pas», a-t-il ajouté à l'issue du discours d'Emmanuel Macron qui présentait notamment les grandes lignes de la politique énergétique de la France pour les dix prochaines années (lire en page précédente).

Les «annonces faites ne permettent pas concrètement de faire face aux défis», a dénoncé WWF, regrettant notamment l'absence de «solutions

concrètes» de réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Emmanuel Macron a annoncé hier que leur fiscalité serait adaptée aux fluctuations des prix afin d'en limiter l'impact pour les Français qui utilisent beaucoup leur voiture.

»

L'écologie a perdu. (...) C'est la fin du mythe de la transition énergétique.

Alors que le gouvernement avait jusqu'alors tenu bon, «c'est la fin de la hausse prévisible du prix des énergies fossiles devant inciter aux investissements bas carbone», a regretté la patronne de Génération Écologie, Delphine Batho. De manière plus générale, «l'écologie a perdu. Une période s'achève. C'est la fin du mythe de la transition énergétique», a fustigé l'ancienne ministre de l'Environnement.

Sur le nucléaire, les défenseurs de l'environnement ont sans surprise jugé insuffisante la fermeture annoncée de quatre à six réacteurs d'ici 2030, en plus des deux de Fessenheim. Mais si leurs arguments sont souvent liés à la sécurité, pour certains, le nucléaire n'est pas non plus une réponse aux enjeux climatiques. «Sans baisse significative de la part du nucléaire, les énergies re-



Hier, six militants de Greenpeace comptaient passer la nuit en haut d'une cheminée de la centrale à charbon de Belchatow en Pologne - la plus grande d'Europe -, pour protester contre le réchauffement climatique avant la COP24 dimanche. Photo AFP

nouvelables et l'efficacité énergétique ne pourront jamais prendre leur place», ont ainsi souligné les eurodéputés écologistes Yannick Jadot, Eva Joly et Michèle Rivasi. Quant à Claude Brender, le maire de Fessenheim, (2.300 habitants), il affirme n'avoir pour le moment reçu aucun élément consistant de la part d'EDF ou du gouvernement sur le devenir du site après sa fermeture: «On nous amuse mais on ne nous propose rien de concret», regrette-t-il.

Pour la plupart des ONG, la transi-

tion énergétique passe par une réduction de la consommation d'énergie et un plan massif d'aide à la rénovation de millions de bâtiments considérés comme des «passoires» thermiques. Des aides pour changer une chaudière au fioul, «c'est très bien pour baisser la consommation de carburants fossiles mais (...) dans un passoire énergétique, c'est pénaliser le citoyen qui va payer la facture de chauffage», a déclaré Célia Gautier, responsable climat à la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH).

L'objectif climatique du monde s'éloigne

Il y a un fossé grandissant entre les émissions de gaz à effet de serre et l'ambition de l'Accord de Paris, alerte l'ONU dans un rapport annuel sévère publié hier. Pour garder la hausse du mercure en deçà de 2°C, les États devront tripler d'ici 2030 le niveau global de leur engagement par rapport aux promesses faites en 2015 à la conférence climat de Paris (COP21), souligne le Programme environnement de l'ONU (PNUE). Et le multiplier par 5 pour ne pas dépasser +1,5°C, stade déjà annonceur de dérèglements. En 2017, les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse, après trois ans de relative stabilité. Et 2018 devrait connaître la même tendance, a déjà prévenu l'Agence internationale de l'énergie.

Les ONG de défense de l'environnement avaient déjà été déçues lundi par le très attendu projet de loi sur les mobilités. Elles ont en particulier dénoncé l'absence de date pour la fin des véhicules thermiques, alors que le plan climat présenté en 2017 par l'ancien ministre Nicolas Hulot l'envisageait d'ici à 2040. Quant au Haut conseil pour le climat installé hier par Emmanuel Macron, beaucoup attendent de voir ce que l'État fera de ses futurs avis sur les politiques de la France contre le changement climatique. «Ce n'est pas ça qui va faire d'Emmanuel Macron le champion de la Terre aujourd'hui. Nos attentes ne portaient pas sur des annonces institutionnelles. Même si c'est bienvenu, cela ne doit pas remplacer un changement profond de logiciel sur ces questions-là», a insisté Célia Gautier.

Le chiffre

58

Le parc nucléaire français, avec 58 réacteurs, est le 2^e plus important au monde derrière celui des États-Unis (99 réacteurs), et fournit plus de 70% du total de l'électricité produite dans le pays. Le coût brut du démantèlement de l'ensemble des 58 réacteurs à eau pressurisée a été estimé fin 2015 à 75 milliards d'euros par EDF, selon un rapport parlementaire de février 2017 qui a jugé que ce montant était sous-estimé.

Cet après-midi



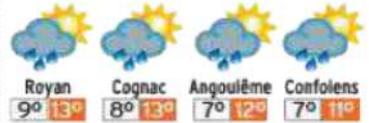
Lente amélioration.

Les nuages porteurs de petites pluies régressent lentement vers le Nord. L'atmosphère s'assèche progressivement. Et les nuages se déchirent par le Sud, laissant percer un soleil pâlot à cause de la persistance d'un voile de nuages élevés. Le vent est faible à modéré de Sud à Sud-Est, un peu plus sensible sur le littoral.

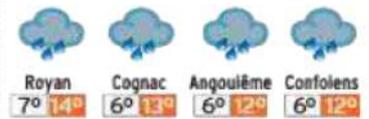
Judi



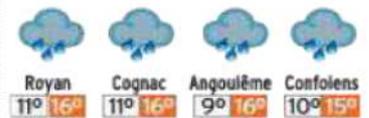
Vendredi



Samedi



Dimanche



Lundi



Mardi



Macron confronté au défi d'une écologie populaire

NUCLÉAIRE Le chef de l'État a promis de fermer, d'ici 2035, 14 réacteurs nucléaires parmi les plus anciens, dont les deux de Fessenheim et quatre à six autres avant 2030. Reste à désigner lesquels et à gérer les conséquences

JEAN-DENIS RENARD
jd.renard@sudouest.fr

Le moment avait cette solennité que prise le chef de l'État. À l'Élysée, qui accueillait, hier, les membres du Conseil national de la transition écologique, Emmanuel Macron a fixé le cap de la politique énergétique française pour dix ans et même un peu au-delà. Exercice rendu obligatoire par la loi de transition énergétique de 2015, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) court jusqu'en 2028. Mais le président s'est risqué jusqu'aux rivages de 2035, une échéance toute proche quand on parle de programmation énergétique, un lourd paquebot dont le cap se détermine bien en amont de l'obstacle.

Des obstacles, il y en a. Le nucléaire, par exemple. Rien de tel pour déchaîner les passions et les jugements péremptifs que de prononcer le mot. Il le fallait bien, puisque la réduction à 50 % du nucléaire dans l'électricité française (71 % en 2017) figure en toutes lettres dans la loi de 2015. Cet objectif devait être atteint en 2025, on sait depuis les annonces de Nicolas Hulot, il y a un an, qu'il est repoussé de dix ans. Emmanuel Macron a confirmé la date de 2035 - ce qui, en passant, nécessitera tôt ou tard une correction législative.

Plusieurs fermetures d'ici 2030
Selon le président, on y parviendra en éteignant 14 des 58 réacteurs français actuellement en activité. Quatorze des plus anciens, à commencer par les

deux tranches de 900 MW (mégawatts) de la centrale alsacienne de Fessenheim, dont la vraie-fausse fermeture est feuilletonnée depuis la campagne de l'élection présidentielle de 2012. Ces deux-là devraient s'arrêter « à l'été 2020 », a posé Emmanuel Macron.

« Il restera à organiser la fermeture de 12 réacteurs entre 2025 et 2035. Quatre à six réacteurs d'ici 2030, le reste entre 2030 et 2035 », a-t-il poursuivi.

La logique invitera à piocher dans les centrales les plus anciennes, équipées en tranches de 900 MW. Emmanuel Macron a indiqué que les sites concernés seraient nommés plus tard. La liste devrait se limiter à huit noms, sur les

19 centrales disséminées sur le territoire métropolitain. Parmi eux, le Blayais, dont les quatre réacteurs sont érigés sur la rive droite de l'estuaire de la Gironde (lire ci-contre).

Des conséquences sociales

Si les anti-nucléaires dénoncent une entourage repoussée dans le temps - après la fin du quinquennat, du moins -, ces annonces de fermeture marquent néanmoins un tournant. Le cas de Fessenheim mis à part, c'est la première fois qu'on envisage concrètement et sérieusement d'éteindre des tranches nucléaires en nombre significatif dans le pays. Ceci contre la volonté d'EDF, dont la position sur la

PPE, publiée au printemps dernier, consistait à repousser tout arrêt de réacteur après 2028.

Il aura des conséquences induites par cette décision purement politique, la sûreté des installations étant à l'appréciation de l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire. Ces conséquences seront probablement financières, avec l'indemnisation de l'exploitant (EDF) auquel on prescrira l'arrêt de ses usines. Et sociales, avec le reclassement des personnels. Une centrale comme celle du Blayais emploie 1 300 agents EDF, augmentés de 600 à 700 sous-traitants présents en permanence. Pour limiter la casse, Emmanuel Macron veut éviter toute fermeture complète d'un site. Les arrêts de tranche seront probablement saupoudrés sur autant de centrales.

Et le nucléaire de demain ?

Emmanuel Macron n'a pas non plus donné suite à l'intention d'EDF d'entamer rapidement un second chantier EPR, le réacteur de nouvelle génération dont le seul exemplaire à peine fini est à Flamanville, dans la Manche. Mais il n'a pas claqué la porte. Il a réclamé à EDF l'élaboration d'un « programme de nouveau nucléaire » qui serait compétitif sur le prix du kWh (kilowatt-heure). À charge pour l'État d'opérer un choix « transparent et éclairé » en 2021, soit avant la fin du quinquennat.

Ce ne sera pas une mince affaire. L'EPR, réputé plus sûr que ses devanciers, fournira de l'électricité plus onéreuse. En Grande-Bretagne, les deux EPR mis en chantier par EDF à Hinkley

de gros de l'électricité qui fonctionne à l'échelle européenne, bien supérieur au prix du MWh en sortie d'un parc solaire ou éolien - les énergies intermittentes ont d'autres coûts induits. L'équation sera-t-elle tenable pour

EDF ? L'avenir le dira. Quoi qu'il en soit, aucune centrale nucléaire ne mettra la clé sous la porte, a rassuré Emmanuel Macron. Il y a une grosse nuance entre reconversion et débâcle industrielle.



En plus de la fermeture « à l'été 2020 » des deux réacteurs de la centrale de Fessenheim (photo), Emmanuel Macron a annoncé, hier, la fermeture de 12 autres réacteurs. ARCHIVES MAXPPP

Point de production de l'électricité à prix garanti : 925 livres (104,50 €) le mégawatt-heure pendant trente-cinq ans. Bien au-dessus des prix sur le marché

Promesses pour les renouvelables La CGT du Blayais montre déjà les dents

ÉOLIEN ET SOLAIRE Le président veut multiplier les parcs, ce qui annonce des querelles sur le terrain

Un triplement de l'éolien terrestre d'ici 2030, une multiplication par cinq des capacités photovoltaïques : les objectifs assignés aux énergies renouvelables électriques augurent un changement de braquet. Le président veut également doper la production de biogaz, le méthane produit par les déchets agricoles et les ordures ménagères. Elle va dans le sens d'une réduction des énergies fossiles, puisque le biogaz peut se substituer au gaz naturel importé.

Emmanuel Macron assume concentrer le soutien de l'État sur ces filières, jugées les plus compétitives. Les concours publics consacrés aux renouvelables sont annoncés à la hausse, de cinq milliards d'euros

par an aujourd'hui à huit milliards par an d'ici la fin de la PPE, en 2028.

La chasse au foncier est lancée

On peut gager que tout ne sera pas si simple. Une telle croissance de l'éolien et du solaire implique de trouver des terrains pour y implanter des mâts et des panneaux photovoltaïques. Il est peu de dire que l'acceptation sociale - et la pertinence - d'une telle transformation du foncier n'est pas acquise. Dans la région, le grignotage de parcelles autrefois agricoles ou forestières par des parcs photovoltaïques pose question.

Pour le reste, les choix de l'exécutif restent imprécis sur la sortie du pétrole et du gaz qui émettent du



Le président a notamment évoqué un triplement de l'éolien terrestre d'ici 2030. A.L.

CO2. Emmanuel Macron a réaffirmé que les chaudières au fioul seraient remplacées sous dix ans. Et que les quatre centrales à charbon du pays fermeront d'ici 2022. C'est beaucoup et c'est peu à la fois. J.-D.R.

La CGT du Blayais montre déjà les dents

GIRONDE La centrale figure sur la liste des différents sites concernés par de futures fermetures

À la centrale du Blayais, en Gironde, les personnels ont tenté de suivre le discours d'Emmanuel Macron. Le Blayais et ses quatre tranches sont potentiellement concernés par des fermetures de réacteur sur la liste des huit CNPE (Centre nucléaire de production d'électricité) les plus anciens.

« Nous éprouvons de la stupeur et de l'incompréhension par rapport au calendrier évoqué. D'abord sur l'adéquation entre production et consommation électrique, laquelle risque de grandir avec l'expansion du véhicule électrique. Ensuite sur le gâchis industriel et économique qui ne manquera pas de survenir, un gâchis

qui ne répond à aucune urgence écologique puisque l'énergie nucléaire est décarbonée. Et qui ne répond pas non plus à un objectif de sûreté puisque l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) appose un tampon qui garantit la sûreté des installations après chacune de ses visites décennales », réagit John Gazziero, l'un des responsables syndicaux CGT de la centrale.

« C'est une annonce politique dont on attend de voir la déclinaison », ajoute-t-il, en rappelant que 1 300 agents EDF travaillent sur le site, et 600 à 700 salariés des entreprises sous-traitantes. J.-D.R.

GILETS JAUNES Éric Drouet, l'un des deux porte-parole des gilets jaunes, reçus hier soir par le ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, a appelé à une nouvelle manifestation, samedi prochain, à Paris, sur les Champs-Élysées. « Les Français n'ont pas du tout été convaincus » par les annonces du président Emmanuel Macron, a-t-il déclaré à l'issue de la réunion, réclamant en outre une nouvelle rencontre avec « le porte-parole du gouvernement ou le Premier ministre ».

LAURENT WAUQUIEZ Le président des Républicains a demandé, hier, à Emmanuel Macron de soumettre sa politique écologique fiscale à un référendum, pour « rendre la parole aux Français » et « sortir de cette impasse » avec les gilets jaunes. « De quoi lui parlent les

Français depuis plusieurs semaines ? Des taxes. Le sentiment qu'ils ont d'avoir de plus en plus de mal à s'en sortir. Quelle est la réponse qu'ils ont eue ? Un cours sur l'écologie qui était hors sujet », a notamment ajouté Laurent Wauquiez.

EDF L'État a demandé à EDF de faire des « propositions » sur un éventuel changement de sa structure, a annoncé, hier, le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, alors que l'État envisage un renforcement de sa participation. Une possible évolution de la structure d'EDF, dont l'État est actionnaire à près de 84 %, fait l'objet de spéculations depuis des mois. L'idée serait de permettre à l'entreprise de faire face aux défis dans le nucléaire tout en assurant un essor des renouvelables.

La classe politique française réagit

MARINE LE PEN (PRÉSIDENTE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL) « Le président nous a convaincus d'une chose : l'urgence d'une transition politique ! »

NICOLAS DUPONT-AIGNAN (PRÉSIDENT DE DEBOUT LA FRANCE) « Discours à côté de la plaque : aucun plan de transition écologique à la hauteur des enjeux ! Macron recycle des mesures insignifiantes et n'apporte aucune réponse à la détresse des Français. Pire, il gagne du temps en annonçant une concertation pipeau ! »

JEAN-LUC MÉLENCHON (CHEF DE FILE DE LA FRANCE INSOUMISE) « Le président est en panne sèche, il a parlé dans le vide. Je pense qu'il ne prend pas la mesure de la gravité de la situation. »

OLIVIER FAURE (PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE) « Je regrette qu'il ait tout concentré

sur une partie du sujet seulement. Ça n'est pas simplement la question des carburants, mais le problème du pouvoir d'achat. Or, sur ce point-là, le président reste muet, absolument muet. »

YANNICK JADOT (LEADER D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS) « Emmanuel Macron continue dans la politique des grands discours et des tout petits pas. Il nous enferme dans un nucléaire en faillite. On n'éteint pas la colère avec des belles paroles sans actes de justice sociale. On ne prépare pas l'avenir avec les énergies du vieux monde. »

GILLES LE GENDRE (PRÉSIDENT DU GROUPE LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ À L'ASSEMBLÉE) « Le président de la République a été très clair dans son discours sur le fait qu'à l'occasion de cette crise, nous comptons inaugurer une évolution dans la manière dont nous souhaitons gouverner ce pays. »

Gilets jaunes : le président s'engage dans une ruelle étroite

CARBURANTS Emmanuel Macron n'a pas renoncé à la hausse des taxes. Mais il veut pouvoir atténuer l'augmentation des cours du pétrole

Emmanuel Macron l'a assuré, hier : il a entendu « la colère » des gilets jaunes. Et leur difficulté quotidienne devant la hausse des prix des carburants. Mais alors qu'ils attendaient une annulation de l'augmentation des taxes et des annonces en faveur du pouvoir d'achat, le chef de l'État n'a pas dévié de son cap. Restant en cela fidèle à sa ligne de conduite. Comme il l'a expliqué : entendre ne signifie pas renoncer. Encore moins reculer. Mais tenir n'interdit pas de corriger. Du moins à la marge.

C'est dans cette ruelle étroite qu'Emmanuel Macron s'est engagé, ou plus exactement déporté, mordant quelque peu sur la bande d'arrêt d'urgence. Dans ce léger écart, deux mesures ont pris corps dans les phares de la trajectoire carbone. La première visera à mettre en œuvre un mécanisme permettant « d'atténuer » les effets de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Et ainsi épargner des coups de yo-yo trop brutaux à la pompe. « En cas de nouveau pic des prix, le gouvernement pourra décider de suspendre ou de réduire la hausse de fiscalité intervenue en début d'année », a précisé Matignon.

Dans les trois mois

La seconde, elle, sera tout aussi essentielle dans la résolution de ce conflit, puisqu'elle verra s'ouvrir une grande concertation de terrain entre tous les acteurs économiques, sociaux, syndicaux, associatifs et citoyens. Au plan national, mais surtout à l'échelon local. Et ce, afin d'élaborer « une nouvelle méthode de travail ». Une méthode surtout partagée. Y compris par les gilets jaunes, invités par le locataire de l'Élysée à quitter la rue pour se mettre



« Nous sommes au moment des solutions », a déclaré, hier, Emmanuel Macron. PHOTO/AFP

autour de la table : « Nous ne pouvons pas être dans la dénonciation réciproque, leur a-t-il lancé. Nous sommes au moment des solutions. » En bout de course, le locataire de l'Élysée attend une stratégie « d'accompagnement » concertée et des réponses qu'il annonce d'ores et déjà « pragmatiques » et « concrètes ».

Emmanuel Macron a donné trois mois au Premier ministre pour bâtir cet exercice de pédagogie. Et voir se dessiner une transition écologique « juste, claire et comprise ». Alors que ses adversaires dénoncent une « écologie punitive », lui veut construire « une écologie populaire ». Une écologie qui ne se résume pas aux « urbains » et aux « bobos ». Mais qui répond aussi aux attentes des territoires ruraux. « Notre stratégie ne peut être de nous dépla-

cer moins. Oui, la voiture a un avenir en France. Nous voulons produire des voitures qui consomment moins, qui polluent moins. C'est le sens de la prime à la conversion que nous allons renforcer. »

48 000 décès par an

S'il n'est pas entré plus avant dans les détails, laissant le gouvernement mettre les mains dans le moteur, le chef de l'État a surtout voulu rappeler quels étaient les enjeux. « Toutes les dix minutes, précise-t-il, un Français meurt prématurément de la pollution. Cela représente 48 000 décès par an. C'est plus que les accidents de la route, les meurtres, les noyades, les suicides et les accidents domestiques réunis. » L'objectif est clair : « sortir des énergies fossiles ». Et ce, dans les trente ans à venir (lire ci-contre).

Comme il l'a souligné, le défi est le suivant : « Garantir l'accès à une énergie qui soit suffisamment peu coûteuse pour que personne n'en soit privé. Et suffisamment propre pour que nos enfants n'en payent pas le prix avec leur santé. »

Hier, c'est cette passerelle qu'Emmanuel Macron s'est efforcé de dresser. Entre ce qu'on appelle désormais « les problèmes de fin du mois et ceux de fin du monde ». Un grand écart qu'il a doublé d'une sévère critique à l'endroit de ses oppositions : « On ne peut pas avoir décidé de la taxe carbone il y a quelques années et dénoncer aujourd'hui l'augmentation des prix des carburants. Cette taxe, elle a été votée en 2009, en 2014, en 2015, engageant beaucoup de responsables politiques de sensibilités diverses. » Un vrai coup de klaxon.

Jefferson Desport

Une plateforme en ligne pour signaler les violences conjugales

INTERNET Depuis hier, une plateforme Internet permet aux femmes de signaler par « tchat » à des policiers ou gendarmes les violences sexuelles et sexistes qu'elles ont subies, un dispositif dont le gouvernement espère qu'il libérera la parole. Ce « portail de signalement » en ligne, accessible par ordinateur, tablette ou smartphone, repose sur 36 policiers et gendarmes, mobilisés 24 heures sur 24, sept jours sur sept, depuis Guyancourt (Yvelines) et Rennes. Le site Internet est accessible via service-public.fr ou www.signalement-violences-sexuelles-sexistes.gouv.fr

Jadine Mouraud porte plainte pour menace

GILETS JAUNES Jacline Mouraud, figure des gilets jaunes, a déposé plainte pour menace et diffamation après avoir reçu deux courriers « anonymes et menaçants » dans sa boîte aux lettres. La Bretonne de 51 ans, à l'origine d'une vidéo virale diffusée sur Facebook le 18 octobre dénonçant la « traque aux automobilistes », a également déposé plainte contre des auteurs de vidéos diffusées sur YouTube qui la « diffament », selon elle.

LE CHIFFRE DU JOUR

1 000 Hennessy va atteindre le cap des 1 000 salariés. Président de la maison de négoce, Bernard Peillon a révélé ce chiffre dans le cadre d'un entretien avec la presse régionale, lundi (lire notre édition d'hier). « En six ans, nos effectifs ont augmenté d'un tiers. La question, aujourd'hui, c'est comment attirer les talents dans la région. »

INDISCRÉTION

Mardi prochain, le président de la Région **Alain Rousset** sera à la Tonnellerie Taransaud à **Merpins** pour signer, avec l'Office national des forêts, l'accord-cadre pour la gestion et la valorisation des milieux forestiers de Nouvelle-Aquitaine



PHOTO ARCH. JEAN-CHRISTOPHE SOLNALET

LA COURONNE

Interpellé
après deux accidents

Il a d'abord percuté une voiture rue de Bordeaux, puis une seconde, rue Victor-Hugo à La Couronne. À chaque fois, il a fui. Les faits ont eu lieu lundi à 18 h 20. Un témoin a contacté la police municipale qui a réussi à le repérer. Ses collègues de la police nationale sont arrivés sur place et l'ont interpellé. Fortement alcoolisé, l'individu a refusé de se soumettre au contrôle et sera jugé prochainement au tribunal correctionnel. En attendant, il séjournera à la maison d'arrêt. Il était en effet recherché pour exécuter une peine de trois mois de prison pour des violences conjugales.

CHARENTE

Encore des dégradations

42 radars, 2 stations-services, 2 rails de sécurité, 10 panneaux de signalisation, 50 horodateurs et 2 trésoreries (Roumazières et Soyaux) : dans un tweet publié mardi, la préfecture de la Charente a fait le bilan des dégâts comptabilisés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes. « Ces derniers jours, de nombreuses dégradations qui vont peser sur les finances des collectivités publiques ont été constatées », tweete la préfecture, sans nommer explicitement les Gilets jaunes.

COGNAC-CHÂTEAUBERNARD

Une journée, deux collisions sur la route

Deux accidents se sont produits hier entre Cognac et Châteaubernard. Le premier, vers 7 h 30, sur la rocade. Une Peugeot 5008 opérait un dépassement lorsqu'elle a heurté un camion sur sa partie avant-gauche. Les deux conducteurs sont légèrement blessés. Nouveau choc vers 15 h 30, route de Segonzac. À l'intersection de la D 149 et de la D 24, un utilitaire aurait grillé la priorité à droite avant de s'encastrer dans une Volkswagen Fox, qui s'est retournée sur le flanc. Ses deux occupants, âgés de 62 et 67 ans, ont dû être désincarcérés, légèrement blessés.

Dix jours qui ont ébranlé l'économie charentaise

GILETS JAUNES Les blocages des routes nationales ont durement impacté les industries comme les commerces

BERTRAND RUIZ
brui@udouest.fr

Le téléphone portable de Véronique Brouillet a chauffé. Au plus fort de la crise, la directrice de l'Union patronale de la Charente a dû recevoir une centaine d'appels de chefs d'entreprise et de commerçants désemparés face au mouvement des Gilets jaunes. . .

De fait, depuis dix jours, l'économie charentaise, hyperdépendante de la fluidité sur les deux axes routiers nationaux qui traversent le département, la RN 10 et la RN 141, est très impactée par les différentes opérations de blocage. Difficultés d'approvisionnement, incapacité à stocker les produits ou à livrer la clientèle, arrêt des lignes de production. . . Les entreprises industrielles charentaises qui fonctionnent en flux tendu ont vécu un véritable calvaire.

« Cela concerne tous les secteurs d'activité, sur l'ensemble du territoire. Depuis mercredi et la fin du blocage de la RN 10, la situation tend heureusement à se normaliser, même si certains chefs d'entreprise envisagent encore des mesures de chômage partiel. C'est en revanche toujours compliqué pour les entreprises commerciales de toutes sortes, grandes surfaces ou commerces de proximité, avec des pertes de chiffre d'affaires qui vont de 30% à 80%. Et encore. . . On me rapporte le cas de commerces qui n'ont pas fait un centime de chiffre d'affaires. Tous les commerces autour de la Trache à Cognac, que ce soit à Bellevue ou au Fief-du-Roy, souffrent terriblement. Même ceux qui n'ont pas été directement impactés



Hier, au giratoire de Girac, les gilets jaunes maintenaient un camp de base. PHOTO ANNE LACAUD

Une plainte pour le principe

En fin de semaine dernière, l'Union patronale de la Charente portait plainte contre X pour entrave à la circulation. Et elle invitait les entreprises à se porter partie civile. « De cette manière, nous aurons une vision un peu plus chiffrée des conséquences de ce mouvement sur l'économie puisqu'en se portant partie civile les entreprises détailleront leur perte », affirme Véronique Brouillet.

« Attention, nous ne nous opposons pas au droit de manifester. Mais, dans un État de droit, il y a des règles. Nous condamnons les manifestations organisées dans l'illégalité la plus totale. L'Union patronale n'aurait jamais déposé plainte si les manifestations de la semaine avaient été déclarées en préfecture ».

par les barrages ont subi des conséquences : les clients ne se sont pas déplacés. Ces pertes ne seront jamais rattrapées ».

Décembre décisif

Après tout, cette paralysie effective de l'économie charentaise ne témoigne-t-elle pas de la réussite du mouve-

ment des Gilets jaunes ? « L'économie n'est pas là pour supporter la colère citoyenne », réagit illico Véronique Brouillet. « Les entreprises passent leur temps à considérer qu'elles paient trop de charges. On comprend donc le fond du problème. Mais ce n'est pas en bloquant l'économie et en fragilisant les entrepri-

ses, alors qu'il faut régler des questions essentielles comme le chômage de masse, que l'on va trouver des solutions pour l'avenir ».

Dans les couloirs de l'Union patronale de la Charente, on attend de voir comment la situation va se décanter dans les prochains jours, non sans une pointe d'inquiétude. « Nous avons fait passer le message auprès de nos adhérents pour qu'en cas de dialogue avec le mouvement des Gilets jaunes, le ton soit respectueux et l'approche pédagogique. . . Si la situation venait à s'envenimer début décembre, je ne sais pas si le calme relatif des discussions arriverait à perdurer ».

Le prochain week-end sera décisif : en règle générale, les commerces réalisent près du quart de leur chiffre d'affaires au mois de décembre. « Il y a des entreprises qui ne résisteront pas à de nouveaux blocages ».

Le président Macron ne les a pas convaincus

ET MAINTENANT Le discours du président n'a pas calmé les ardeurs des Gilets jaunes charentais. Ils affirment que les actions vont se poursuivre

À la radio, à la télévision ou sur un écran de smartphone, ils ont suivi le discours d'Emmanuel Macron hier. Mais pour les Gilets jaunes, le président reste sourd à leurs revendications. « On n'est pas du tout satisfait », pestait Marie De Sousa, une aide-soignante régulièrement présente sur les barrages au rond-point de Girac. « On a voulu attendre, lever les blocages, mais l'acte 3 va faire mal, promet-elle. Il y a beaucoup de gens en colère. » « J'ai regardé cinq minutes et j'ai arrêté, il n'a même pas évoqué la CSG », regrette Dylan, Gilet jaune actif de Girac.

Sur le fond, Jason Herbert (le Charentais désigné porte-parole national du mouvement) ne dit pas autre chose. « Il n'y a rien de concret. Pour l'instant, ce sont juste des pa-

roles », confie le jeune homme syndiqué à la CFDT. Sur le terrain, sa nomination en tant que « communicant » du mouvement a parfois du mal à passer. Certains affichent leur colère : « On ne sait même pas qui c'est », grogne une manifestante. « Ils se sont élus eux-mêmes. » L'intéressé précise qu'il est allé « expliquer son rôle », notamment à Girac. « Il y a eu une appréhension quand je suis arrivé. Mais je me suis présenté et les gens ont compris l'intérêt », affirme-t-il.

Les policiers agissent à Cognac

Et quid de la suite du mouvement ? « Cela ne change rien. Il n'y a pas eu d'effet d'annonces, pas de réponses apportées. Les gens ne comptent pas arrêter leurs actions », glisse Ja-

son Herbert. Eux non plus ne comptent pas arrêter, même s'ils ont été chassés. Hier matin, vers 5 h 15, les Gilets jaunes de Cognac se sont vus déloger du rond-point de la Trache. La raison ? La déclaration de la manifestation a pris fin officiellement lundi, à 20 heures. Dès lors, il s'agissait d'une occupation sans titre du domaine public. En soutien, la Direction interdépartementale des routes Atlantique (Dira) est venue évacuer les restes du campement : 12 mètres cubes de déchets ont ainsi été amassés dans des bennes.

Aujourd'hui, dans le secteur d'Angoulême, les Gilets jaunes seront une nouvelle fois à Girac et à la base Intermarché de Roulet-Saint-Estèphe. Dans les jours à venir, les mani-



« Il n'y a rien de concret », déplore Jason Herbert après l'allocution d'Emmanuel Macron. PHOTO ANNE LACAUD

festants envisagent de réaliser une action coup de poing chaque jour. Un nouveau blocage de la RN 10 et du réseau de bus STGA n'est pas à exclure. Hier, des barrages filtrants ont encore une fois été mis en place sur la RN 141 à Exideuil et Chasse-

neuil. À noter que lundi un Gilet jaune a été blessé par une voiture qui a forcé le passage au rond-point de Girac. Bilan : une entorse au genou et une ITT d'une journée. Une plainte a été déposée.

A. B. et J. G.

Il n'y aura rien à jeter

L'AVANT-SCÈNE

Le théâtre organise, avec des partenaires, deux journées autour de la transition, ce week-end

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Transition. Quel que soit l'adjectif qu'on lui accole - écologique, énergétique, sociétale - le mot est en ce moment à la mode et suscite bien des interrogations, des incompréhensions, voire des tensions. Et justement, c'est sur cette notion que L'Avant-Scène a concocté un temps fort de sa saison, « Faites la transition », qui occupera l'ensemble du week-end des 1^{er} et 2 décembre. « Nous avions imaginé cela avant les actions de ces derniers jours et les Gilets jaunes », sourit Stéphane Jouan, le directeur du théâtre. « Cela fait quatre ans que nous travaillons la question qui agite aujourd'hui le monde », poursuit-il.

La culture dans le débat

L'idée est de s'interroger sur la façon de mettre en adéquation ses convictions et ses actions - « qu'est-ce que l'on fait au quotidien ? » - et sur le rôle que peut jouer la culture, au sens large du terme, dans ce débat. Elle « peut être un outil précieux pour mobiliser les gens, véhiculer certaines idées et provoquer des actes », ajoute encore Stéphane Jouan.

Pour provoquer et alimenter la réflexion ainsi que le débat, le théâtre a fait appel à des artistes mais a aussi contacté « des gens qui sont des complices et peuvent donner des réponses ». Et il y a l'ambition de faire de « Faites la transition » un rendez-vous récurrent et renouvelé lors de chaque saison culturelle. Pour cette première édition, la question va tourner autour des déchets. « On va se poser la question du regard que l'on porte sur les objets. Pourquoi considère-t-on que telle chose est un déchet ou pas ? Et plutôt que de recycler les objets,



Les partenaires de ce week-end spécial devant la maquette du futur jardin « Pisse Mémé ». PH. D. F.

on va chercher à recycler le regard que nous portons dessus. » Le tout, bien évidemment, de façon ludique. « Il ne s'agit pas de se prendre la tête mais bien de vivre quelque chose sans s'autoflageller », précise Stéphane Jouan (1).

Visite et théâtre

Outre les artistes programmés dans cette action, L'Avant-Scène s'est assurée la collaboration de deux partenaires depuis longtemps engagés dans cette réflexion de la transition et du recyclage. Le premier, Calitom, organisera une visite de Valoparc à Sainte-Sévère, samedi après-midi (départ en bus devant le théâtre à 14 h 30). Ce site de 50 hectares comprend une usine de prétraitement mécanobiologique des ordures ménagères. « Les sacs noirs passent dans un tube de 40 mètres de long qui permet de faire un tri entre ce qui est ensuite enfoui ou pas », indiquent Michel Desafit, vice-président de Calitom, et Virginie Laffas, responsable du pôle prévention des déchets. « Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas », glisse-t-elle. Le site compte aussi une zone de stockage (40 000 ton-

nes par an), une zone de traitement des rejets polluants et une plateforme de compostage des déchets végétaux (10 000 tonnes par an).

À savoir que Calitom ouvrira également, en début d'année prochaine, Calitorama à Châteaubernard, à côté de la déchetterie. « C'est vraiment quelque chose de nouveau dans le département. Ce sera un lieu de dépôt et d'échange. Si, par exemple, quelqu'un dépose du carrelage et que vous en avez besoin, vous pourrez le prendre gratuitement ou alors un bout de tuyau... », expliquent Michel Desafit et Virginie Laffas qui ajoute que « ce sera aussi un lieu de sensibilisation à la gestion des déchets ».

Le second partenaire, Les Jardins respectueux, interviendra tout au long du week-end. « L'idée est de créer un cheminement », confie Rémi Marcotte, architecte paysagiste à l'origine des Jardins respectueux. Cela commencera samedi matin du côté de l'Orangerie du jardin public avec la complicité de la compagnie Pantoum et une « Vente de mots ». « C'est un jeu qui éveille la conscience sur la "brevetisation" du vivant et l'obsoles-

cence programmée », explique Rémi Marcotte. « Vous achetez des mots, des idées et, ensuite, ceux qui veulent les utiliser doivent vous payer à leur tour. C'est une allégorie sur la capacité des puissants à s'acquiescer les biens », ajoute Matthieu Lermite, de la compagnie de théâtre. « D'où le braquage de la bande de graines, le dimanche après-midi. C'est la seule banque qui aime se faire braquer », rigole Rémi Marcotte.

Autre temps fort, l'inauguration du jardin « Pisse Mémé », samedi à 18 h 30 ; soit l'espace qui se trouve devant le théâtre. « Ce sera un moment important. Ce jardin doit devenir un jardin de quartier accessible en permanence où les gens interviendront comme ils le veulent », reprend Stéphane Jouan.

(1) Certaines animations sont en accès libre. Un sésame de 15 euros permettra d'accéder tous les spectacles avec un supplément de 5 euros pour ceux qui voudront profiter du brunch concocté par L'Arty Show, dimanche après le spectacle de Scorpène (à 11 h). Renseignements et réservations au 05 45 82 32 78 ou avantscene.com.



LE PIÉTON

Constate que la mairie n'a toujours pas réagi. Voilà à une semaine, la statue de François-1^{er} (sur la place du même nom) a été recouverte d'un gilet jaune. Visiblement, les responsables sont servis d'un système de cordes pour ne pas avoir à se hisser jusqu'au sommet. Reste que ce signe ostentatoire de ralliement n'a toujours pas été délogé...



PHOTO J.G.

TOP TEN SHOES
Métier chausseur
FEMME - HOMME - ENFANT
NOUVELLE ADRESSE
PRIX d'OUVERTURE
MEPHISTO - ARCHE
HIRICA - MELLOW YELLOW
KICKERS - ASTER BABY BOTTE
CONVERSE - NEW BALANCE
41, place François-1^{er}
COGNAC
05 45 83 92 20
toptenshoescognac@gmail.com
toptenshoescognac

AGENDA

AUJOURD'HUI

Atelier enfants. À 10 h 30, « Archi-Lego », atelier pour construire les grands monuments de Cognac, à partir de 6 ans, aux Récollets, salle Fragonard. Durée 1 h 30. Tarif : 2 €. Sur réservation au 05 16 45 00 17. Nombre de places limité.

Info 16. De 14 h 30 à 16 h 30, permanence gratuite pour l'aide aux CV et lettre de motivation, simulation d'entretien d'embauche, recherche de stage... au 53, rue d'Angoulême, sans rendez-vous. Tél. 05 45 82 62 00.

« Portraits vigneron ». De 14 h à 18 h, exposition autour de grands panneaux retraçant chacun la vie d'un personnage pendant cette période, au Musée des arts du cognac. Entrée libre. Tél. 05 45 36 21 10.

« 14-18 Poitou-Charentes ». De 14 h à 18 h à l'Espace découverte, exposition qui retrace la vie de 5 personnages fictifs partis au front ou restés « à l'arrière » lors de la Grande Guerre. Entrée libre.

Les spectacles de la « transition »

« **Infuse** » de Catherine Contour (samedi et dimanche à 9 h 30, Orangerie du jardin public). À partir de gestes de la préparation du thé collectés dans différents pays dont le Japon, la chorégraphe Catherine Contour compose un moment suspendu, en complicité avec le musicien Bertrand Gauguier. Un voyage immobile à savourer.

« **Le Sale discours** » (samedi à L'Avant-Scène, à 20 h 30), de David Wahl. « Le Sale discours » poursuit la recherche déjà menée par David Wahl autour des problématiques environnementales et écologiques. Il interroge, cette fois, le rapport au déchet et sa prolifération. Un sujet qui peut paraître rébarbatif mais

que David Wahl fait passer avec une bonne dose d'humour, évoquant tour à tour le cochon, Marie Curie, la Voie lactée, le caca, les fantômes...

« **Le 3^e œil** » (dimanche à 11 heures, à L'Avant-Scène), par Scorpène. Un spectacle de magie où Scorpène s'interroge sur la manipulation, outil premier du magicien, en convoquant la chance et le hasard. Êtes-vous doté d'un 3^e œil, d'un sixième sens permettant d'accéder à un monde invisible ? Réponse dimanche.

« **Muances** » (dimanche à 16 heures au théâtre), composé par Camille Rocailleux et interprété par Camille Rocailleux, Bertrand Bles-



David Wahl interroge sur la prolifération des déchets. PH. ERWAN FLOCH

ing et Mathieu Ben Assen. Un concert théâtral (bien rock) où les trois musiciens associent leur musique à des extraits de vidéos You-

Tube. Une métaphore sur la nécessité de la vigilance absolue face à l'afflux incessant d'images et d'informations.

Le Club Kiwanis continue à s'ouvrir

CLUB-SERVICE

Présidente pour un an, Cécile Dulaurent-Tempier a quelques idées en tête

PHILIPPE MÉNARD

Elle a été la première femme à intégrer les Kiwanis de Cognac, en 2015. Cécile Dulaurent-Tempier a pris la présidence du club-service pour un an. Elle succède à une autre « fille », intégrée dans son sillage, Isabelle Winter. « Elle a été une super présidente, c'est dur de passer après elle ! », sourit la Nercillacaise, âgée de 48 ans.

Le Club Kiwanis François-I^{er} se réunit le deuxième et le quatrième jeudi de chaque mois au restaurant L'Oliveraie, tenu par Jean-Luc Fustin, « parrain » et ami de Cécile Dulaurent-Tempier. C'est lui qui a donné envie de toquer à la porte. « C'est un cadre pour discuter, partager des idées, préparer des actions. Il y a une super ambiance dans ce club, on passe de très bons moments ! Et puis cela fait connaître du monde, ça ouvre des portes. » Mère de deux enfants et infirmière installée en libé-



Cécile Dulaurent-Tempier aime « donner de son temps ». PH. M.

ral depuis 2004, Cécile Dulaurent-Tempier a aussi été séduite par le cœur de l'action des Kiwanis, l'aide aux enfants malades ou défavorisés. « On essaye de se concentrer sur les enfants de la région. »

« Les mentalités changent »

Le groupe cognaçais compte 15 personnes. Il ne cherche pas à grossir démesurément, mais Cécile Dulaurent-Tempier aimerait bien continuer à intégrer des femmes. Elle songe aussi à tester de nouveaux

lieux pour les réunions, et à développer les liens avec les autres clubs services. « Les mentalités changent, c'est en train de s'ouvrir. On a eu un bon contact avec le Rotary, on est en liens avec les Soroptimist », se réjouit-elle.

Réseau né en 1915 aux États-Unis, le Club Kiwanis « n'est pas le plus connu ». La présidente espère faire parler de lui à l'occasion des différentes actions, la vente de cannelés en décembre, de primevère en mars ou le grand rallye organisé en septembre.

CHÂTEAUBERNARD

Des œuvres récentes soumises à l'œil des lecteurs

L'Agence livre cinéma et audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine organise la Voix des lecteurs, un prix littéraire ouvert à tout groupe de lecteurs de Nouvelle-Aquitaine. Une sélection de cinq œuvres avec un point commun : être une création littéraire datant de moins de douze mois, née de la plume d'une personne résidant ou travaillant en Nouvelle-Aquitaine.



À Châteaubernard, le groupe des lecteurs du prix régional était 100 % féminin. PHOTO S. B.

C'est tout naturellement que les adhérents de la médiathèque, gourmands de prix littéraires, se sont engouffrés dans ce nouveau jury. Vendredi dernier, les lectrices assidues ont partagé leurs impressions. La sélection fut variée, certaines s'y sont un peu perdues, plusieurs relectures ont parfois été nécessaires et les avis ont bien sûr divergé.

Si le jury des lecteurs du Polar et de Littératures européennes Cognac ont toujours le bonheur de rencontrer les auteurs, c'est plus compliqué pour la Voix des lecteurs car les auteurs sont éparpillés dans la région. La responsable de la médiathèque Marylène Carteron l'a un peu regretté vendredi soir.

La sélection 2018

« Sept jours pour survivre » de Nathalie Bernard (éd. Thierry Magnier), « La Compagnie d'Ulysse » de Jean-Marie Chevrier (éd. Albin Michel), « Le Livre que je ne voulais pas écrire » de Erwan Larher (Quidam éditeur), « Loups solitaires » de Serge Quadruppani (éd. Métailié), « Équateur » d'Antonin Varenne (éd. Albin Michel).

Sandra Balian

COMMUNES EXPRESS

CHÂTEAUBERNARD

Don du sang. L'Amicale des donneurs de sang organise une collecte de sang lundi 3 décembre de 8 h 30 à 12 h, salle Jean-Tardif.
Assemblée générale des Verriers cyclotouristes. Elle aura lieu ce vendredi à 18 h, salle Jean-Tardif.